

### Le recrutement des formateurs en cours

**Former les animateurs et renforcer les capacités en Gouvernance locale, outiller les animateurs formés pour participer à la mise en œuvre des activités du projet Pro-DESC. Tels sont, entre autres, les objectifs poursuivis par l'école de la gouvernance.**

Portée par Assoal, l'école de la gouvernance vise à former des animateurs des Universités itinérantes citoyennes (UIC). Le premier volet est lancé avec le recrutement des formateurs. Les modules de formation des animateurs embrassent divers secteurs de la vie politique, sociale et économique de notre pays en lien avec les droits économiques et sociaux (DESC).

Gouvernance locale, Budget participatif, Droits économiques, sociaux et culturels, responsabilité sociale des entreprises (RSE) et participation citoyenne dans le processus de décentralisation, sont autant de centres d'intérêts que concentre le curriculum de formation des animateurs des Universités itinérantes citoyennes.

Pour ce faire, les formateurs sont triés sur le volet. Assoal qui a lancé un appel d'offre il y a quelques mois, pour le recrutement des formateurs recherche des profils taillés pour l'activité.

Pour faire acte de candidature, il fallait justifier d'un niveau d'étude équivalent à un DESS, DEA ou équivalent en Sciences juridiques et politiques, sciences économiques, commerciales et sociales ; justifier d'au

minimum 3 années d'expérience professionnelle de préférence sur les thématiques des formations retenues ; avoir une expérience dans la préparation et la production des manuels de formation et

en droit administratif et commercial ; le candidat ou la candidate devrait avoir la maîtrise des logiciels standards utilisés à

lors des séminaires de formations (Word, Excel, PowerPoint) ; le candidat doit justifier des capacités d'organisation, de planification des formations, de conception, de recherche et d'analyse ; avoir l'aptitude à communiquer efficacement en français ou en anglais, avec une bonne connaissance de l'autre langue ; avoir des capacités à transmettre des connaissances en droit administratif et commercial aux personnes adultes ; une expérience du monde des ONG et des projets de développement et d'économie solidaire serait un atout pour la prestation.

Parce que la promotion et la défense des Droits économiques, sociaux et culturels nécessitent un travail d'éveil des consciences sur les droits et de mobilisation de la société civile et des citoyens autour d'actions structurantes, l'école de la gouvernance est utilisée pour susciter l'intérêt des acteurs périphériques à la gestion des affaires publiques. Objectif : faire des populations à la base, les acteurs de leur propre développement économique et social.